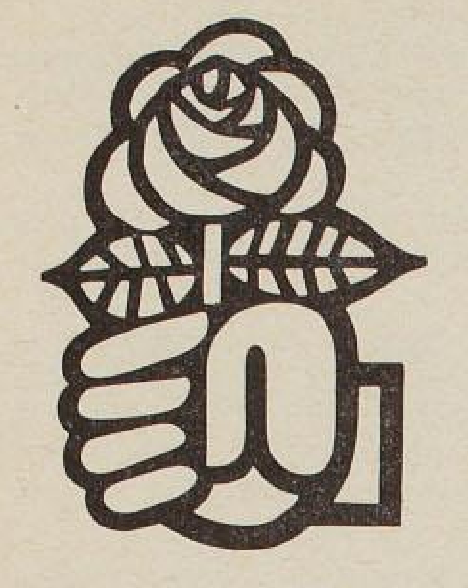


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - 5me CIRCONSCRIPTION DE LA LOIRE

UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET DÉMOCRATE (U.G.S.D.)
(PARTI SOCIALISTE - RADICAUX DE GAUCHE)

Electrices, Electeurs,

Depuis quinze ans la France vit sous un régime de pouvoir personnel.

Toutefois, lorsqu'en 1959 le Président de Gaulle reçut un désaveu du corps électoral, pas un instant il n'imagina de se soustraire à la décision du peuple français.

Aujourd'hui son successeur et l'appareil qui l'entoure vous ont informés que ce haut exemple ne fait pas partie de l'héritage reçu.

Tout au contraire, les 4 et 11 mars prochains on ne vous reconnaît qu'un seul droit : celui de reconduire, à travers un parlement croupion, le soutien inconditionnel au monarque élyséen.

Telle n'est pas, à l'évidence, la volonté d'une majorité de Français. Regardant autour d'eux, entre eux et chez eux les choses comme elles sont, ils souhaitent, ils demandent un changement. **Un changement dans l'Etat pour qu'intervienne un changement dans la vie.**

Un immense effort collectif de tous les travailleurs, se déploie sans désemparer. On nous dit : il porte et portera la France au premier rang. Bravo ! Nous permettra-t-on d'ajouter : à quoi sert-il, à qui profite-t-il ?

— A-t-il sorti de la gêne sept millions de travailleurs — pas tous salariés — qui peinent pour moins, parfois beaucoup moins, de 1.000 francs par mois ?...

— Millions encore, artisans, commerçants, paysans, qui voient s'ajouter à la précarité de leur situation présente les refus successifs d'une protection sociale ouverte à tous dans l'égalité et l'équité ?

— Millions enfin, pas loin de trois, ceux du « troisième âge », dont les ressources de survie oscillent entre le quart et la moitié — pas tout à fait — du SMIC actuel !

Où passent les « dividendes du progrès » ?

Plus personne aujourd'hui ne peut plus récuser ni l'analyse, ni les conclusions du **Programme Commun de la Gauche.** C'est que tant d'efforts déployés pour le combattre depuis huit mois l'ont fait connaître aux Français. C'est que les Français l'ont fait leur.

Alors on vous dit : laissez-nous faire ! Quinze ans de pouvoir ont fait de nous des gens habiles. Nous en sommes capables. La Gauche va tout gâcher.

Le croyez-vous ?

Peut-être que non. Alors on ajoute : Tolèrerez-vous que l'allié communiste des forces de la Gauche en prenne sa part de responsabilité ?

Pour la première fois depuis 27 ans l'Union de la Gauche vous propose de casser l'absurde situation qui bloque notre société. La question vous est aujourd'hui posée : pensez-vous que les changements nécessaires ont la moindre chance d'intervenir sans — et à plus forte raison contre — un quart des Français ?

Le Parti Socialiste, les Radicaux de Gauche qui l'ont rejoint dans son combat, font et feront que l'Union de la Gauche existe.

Ils la fondent sur leur irremplaçable tradition de progrès social dans l'inaltérable fidélité aux libertés individuelles et collectives.

Ils la vouent à l'exaltante construction d'une France moderne et fraternelle.

Elle est déjà beaucoup plus qu'un espoir. Elle est une réalité. Vous avez besoin d'elle. Elle a besoin de vous. Vous serez avec elle dès le 4 mars prochain en apportant votre suffrage à

JEAN BABOULENE

et MARCEL SANTARELLI

Candidat et Candidat suppléant de
l'U. G. S. D.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Jean BABOULENE

candidat



Ingénieur

Dirigeant de sociétés coopératives ouvrières de production

Membre du Parti socialiste

55 ans, marié, père de quatre enfants.

Ingénieur, ancien élève de l'Ecole Polytechnique (1936) exerce des fonctions de responsabilité dans deux activités, l'une et l'autre constituées en Société Coopérative ouvrière de production.

— Bureau d'études et de réalisations urbaines, BERU, coopérative groupant cent ingénieurs et techniciens.

— Union d'Etudes et de Travaux de constructions métalliques — UETCM — entreprise de charpentes métalliques et bâtiments industriels, dont le siège est à Asnières, les usines à Blaye (Gironde) et à Mirecourt (Vosges) union de coopératives employant plus de six cents ouvriers et techniciens.

Ses études finies, c'est la guerre. Il y combat dans une unité d'artillerie. Il est fait prisonnier et connaît cinq ans de captivité.

A son retour il prend la direction de l'hebdomadaire « Témoignage Chrétien » fondé dans la résistance par ses amis de la Jeunesse Etudiante Chrétienne dont il avait été de 1937 à 1939 le secrétaire général.

De 1950 à 1953 il est au cabinet de Jean Monnet, premier Commissaire Général du Plan. Il y travaille aux premières tentatives de politique régionale et participe au sein d'un groupe de techniciens, à la première négociation européenne créant la Communauté du Charbon et de l'Acier (CECA, Traité de Paris).

En 1953 il entreprend une carrière d'ingénieur conseil, d'abord à Thomson-Houston, puis deux ans plus tard à la Compagnie Française d'Organisation dont il est associé. En 1968 il devient président du BERU puis, fin 1972, de UETCM.

En marge de ses activités professionnelles, Jean Baboulène a constamment milité dans les organisations sociales d'inspirations chrétiennes : Centres d'Etudes et d'Action Sociale et Semaines Sociales de France dont il est un des responsables.

Comme pour beaucoup d'hommes de sa génération son engagement politique se précise en 1954-55 à l'occasion de l'expérience Mendès France. Les circonstances qui mettent fin à celle-ci, l'échec dès lors prévisible de la IVe République, l'éclatement du drame algérien lui font rallier les groupes en recherche d'une République laïque, socialiste et moderne. En 1958, face à l'affirmation du pouvoir personnel, il participe avec François Mitterrand à la fondation de la Ligue pour le Combat Républicain. Il milite à la Convention des Institutions Républicaines. Il est dans le Comité de soutien à la candidature de François Mitterrand, en 1965. En 1966 il travaille dans l'équipe formatrice du contre gouvernement de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Membre de la délégation nationale pour l'unité des socialistes, il prépare le Congrès d'Epinay de juin 1971 qui donne naissance au nouveau Parti Socialiste. Il est élu à sa Commission nationale de contrôle. Il fait partie de son groupe d'experts.

La section de Roanne et la Fédération de la Loire du Parti Socialiste, avec l'accord du Mouvement de la Gauche Radicale le désigne comme candidat de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate aux élections législatives dans la 5e circonscription.

Marcel SANTARELLI

remplaçant éventuel

Bâtonnier de l'ordre des avocats de Roanne

Membre du mouvement des radicaux de gauche

Marcel Santarelli né le 8 février 1923 à Le Coteau. Etudes secondaires au lycée de Roanne. Licencié en droit. Inscrit le 10 décembre 1944 au Barreau de Roanne. A été élu Bâtonnier en juillet 1970 et réélu à la suite de la réforme judiciaire en 1972. Est chargé de cours de droit au lycée agricole de Chervé depuis 1957.

A toujours œuvré pour une union de la gauche au sein du parti radical socialiste et a été le candidat F.G.D.S. en 1968 dans la circonscription où il fit passer les voix de la gauche de 5 000 à plus de 8 000 voix par rapport à l'élection précédente.

S'étant toujours refusé à toute compromission avec le pouvoir ainsi qu'avec le centrisme faussement dénommé réformateur, apporte de nouveau son soutien en tant que radical de gauche à l'union de la gauche socialiste démocrate.



IMP. ROANNAISE - G. POUGNARD - ROANNE

Sciences Po / fonds CEVIPOF